

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Troupes vietnamiennes, hors du Cambodge

Le gouvernement chinois a annoncé, il y a quelques jours, que le dernier soldat chinois avait quitté le sol vietnamien. Il vient également de réitérer, en la précisant, sa proposition de négociations avec les autorités vietnamiennes.

Et là, commentateurs et analystes occidentaux sont à nouveau pris au dépourvu par la politique chinoise : tous avaient prédit, tant cela leur semblait évident, que le rapport de forces militaires acquis permettrait à la Chine de négocier le retrait de ses troupes contre le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. Or, les troupes chinoises sont parties et l'offre de négociations chinoise ne concerne que le strict différend bilatéral entre la Chine et le Vietnam.

La Chine applique en cela la ligne de conduite qu'elle s'est fixée depuis le début, s'étant toujours bien gardée de mêler deux affaires qui n'ont qu'un lien indirect. En ne cherchant pas à profiter de son rapport de forces pour poser des conditions que d'aucuns auraient pourtant trouvé justifiées, la Chine fait ainsi preuve de sa bonne foi et se comporte exactement à l'inverse d'une grande puissance.

La situation est donc claire aujourd'hui et de nombreuses voix s'élèvent sur la scène internationale pour demander ce que la Chine n'a pas exigé : maintenant que les Chinois ont quitté le Vietnam, les troupes vietnamiennes doivent, elles, quitter le sol cambodgien. Il a fallu le veto soviétique pour bloquer une telle motion que treize pays soutenaient sur les quinze du Conseil de sécurité. C'était une proposition émanant des États du Sud-Est asiatique qui se sentent, à juste titre, concernés par cette situation. Nombre d'autres pays du tiers monde joignent d'ailleurs leurs voix à cette exigence : le peuple cambodgien a droit, lui aussi, à l'indépendance et les Vietnamiens doivent rentrer chez eux. C'est le sens d'une interview donnée à un journal grec par le président Ceausescu. C'est également, on le sait, la position yougoslave.

En n'en faisant nullement un préalable à leurs discussions avec le Vietnam, les Chinois n'ont fait que donner dix fois plus de force à leur demande du retrait vietnamien du Cambodge.

Ce n'est plus, en effet, une demande chinoise, c'est devenu une exigence mondiale à laquelle nous, communistes français, nous joignons notre voix : « *Troupes vietnamiennes hors du Cambodge* ».

Serge FOREST

Redéploiement à l'école : le refus s'affirme

Beullac bourre les classes, vide les professeurs, matraque les lycéens



Marseille les lycéens répondent aux policiers

Voir articles pages 3 et 4

Marche sur Paris

« Un choix difficile, face à une initiative imposée sans débat »

A LA veille de « la marche sur Paris » nous publions ci-dessous une lettre de notre correspondant lorrain qui vient heureusement corriger le contenu unilatéral d'un court article encadré publié dans notre édition du mardi 20 mars sous le titre « *la CFDT Dunkerque et Longwy choisit l'unité* ».

Correspondance Lorraine

Dans le quotidien du 20 mars, vous annoncez la participation de la CFDT Longwy et Dunkerque à la marche du 23 dans un encadré succinct que vous titrez : « *La CFDT-Longwy et Dunkerque choisit l'unité* ».

Le titre ne me paraît pas juste. Il est même en contradiction avec le débat que *L'Humanité rouge* a essayé de développer dans ses colonnes à ce sujet. A lui seul, ce titre peut être ressenti comme une critique par ceux qui ont fait un autre choix, celui de ne pas aller

à Paris. C'est par exemple ce qu'a fait la section CFDT de Sollac-Sacilor qui a décidé de faire du 22 mars une journée d'action sur le terrain. Or, ce que cette section syndicale refuse, ce n'est sûrement pas l'unité mais l'unité à tout prix et l'unité suiviste. Après tout, ce choix n'est-il pas aussi fondé que le refus des journées nationales d'action commandées au bouton ?

Peut-on nier que « la marche sur Paris » a été imposée sans débat, que la date imposée ne laissait guère le temps d'engager une véritable discussion dans les régions en lutte ?

Était-il juste de prendre une telle décision alors même qu'aucun progrès n'a été fait depuis trois mois dans la jonction des luttes dans la sidérurgie ? N'est-ce pas plus important pour les sidérurgistes de Longwy, de Denain, de Dunkerque de se rencontrer réellement plutôt que de se lancer par milliers sur les boulevards parisiens dans une gigantesque promenade publicitaire ? Un exemple à l'appui : à la manifestation du 10 mars à Denain, la CFDT-Longwy avait envoyé une délégation de 120

travailleurs pour marquer sa solidarité dans la lutte, alors que la CGT de Longwy avait décliné la proposition. Or, cette délégation CFDT, applaudie à plusieurs reprises sur les trottoirs, n'a même pas été saluée par les organisateurs. Autant dire qu'elle n'était pas souhaitée en haut lieu !

En réalité, l'initiative du 23 mars, par la manière même dont elle a été dictée, place des milliers de travailleurs et de nombreuses sections syndicales devant un choix difficile alors qu'ils veulent sincèrement l'unité : on y va ou on n'y va pas ?

On y va pour faire avancer l'unité, mais quelle unité, ou bien on refuse de monter à Paris parce qu'on refuse la manipulation ? Aller à Paris, pourquoi faire ? Quelle place aurons-nous dans cette super-manif ? Voilà quelques unes des nombreuses questions que se posent partout des militants profondément unitaires. A ces justes questions, on répond d'en haut : « *Ne l'en fais pas camarade, on a tout prévu, tout pensé, tout préparé. Monte dans le car et lâs-toi* ».

En définitive, faut-il aller à

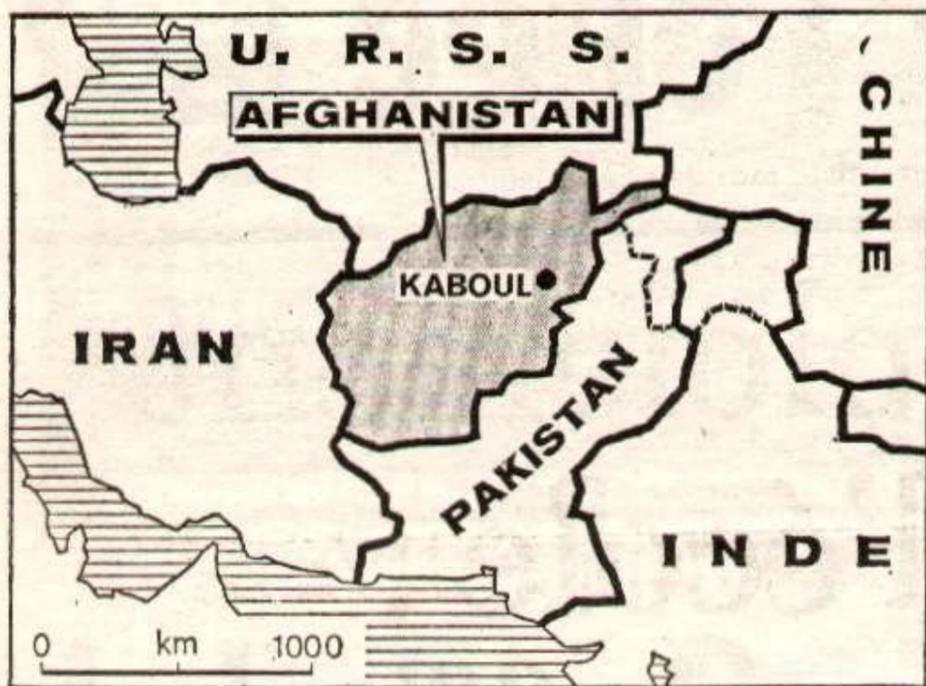
Paris pour ne pas briser l'unité, ou faut-il ruer dans les brancards et se battre pour exiger un minimum de démocratie de masse, un minimum de discussion ? Et la discussion d'ailleurs, les initiateurs du 23 mars ne l'ont sûrement pas désirée. En fait, les militants et les sections syndicales qui veulent la lutte et l'unité devront trancher dans un sens ou dans l'autre en fonction de situations concrètes diverses. Ils iront à Paris. Certains à contrecœur, les autres n'iront pas. Et comme le 23 mars ne règlera absolument rien, les uns et les autres se retrouveront après le 23 pour continuer le vrai travail, pour l'unité effective des luttes et la solidarité.

Correspondant Lorraine.

SFP

De l'unité ... à la division
Voir article page 4

Voir page 5 un document **Luttes ouvrières et stratégie unitaire** par D. OUAKI et D. LAPOSTRE



AFGHANISTAN

La mainmise de l'Union soviétique

LES informations de plus en plus nombreuses font état de l'intense activité des maquis de rebelles musulmans en Afghanistan. Il apparaît de plus en plus qu'il s'agit d'un soulèvement de grande ampleur s'étendant à tout le pays et non d'une révolte localisée. Un tel soulèvement n'est pas sans rapport avec l'ingérence de l'URSS. Elle a entrepris une véritable colonisation de l'Afghanistan et s'efforce de diviser pour régner. Comment le régime aligné sur Moscou pourrait-il alors ne pas se heurter à une forte opposition ?

L'enlèvement récent de l'ambassadeur américain à Kaboul et son issue tragique ont mis en lumière l'existence d'une opposition armée au régime afghan.

L'URSS EXACERBE LES CONTRADICTIONS ETHNIQUES

Pourtant, les deux principaux mouvements islamiques qui combattent le régime ne sont pour rien dans cet enlèvement qu'ils considéraient d'ailleurs comme une erreur. Il fut l'œuvre du groupe Setem-I-Melli (qui signifie « contre l'oppression et la tyrannie ») qui constituait jadis la fraction gauchiste du Khalq, parti ac-

tuellement au pouvoir, qu'il dénonce aujourd'hui comme « néo-fasciste ». Son but était d'obtenir la libération de ses dirigeants arrêtés depuis la révolution.

Ce groupe dénonce notamment la domination Pachtoun, ethnie majoritaire qui représente environ 45 % de la population afghane. Il est particulièrement implanté dans le nord-est du pays dans la province du Badakhan dont les populations sont traditionnellement frondeuses à l'égard du pouvoir central. Il s'agit d'un groupe doublement minoritaire : son implantation est régionale d'une part, et d'autre part, ses membres sont musulmans de rite chiite (celui qui est majoritaire en Iran) dans un pays où 90 % de la population est de rite Sunnite.

Il est exact que les Pachtouns ont toujours domi-

né la vie de ce pays, mais leur suprématie s'est encore accrue depuis le coup d'Etat pro-soviétique du 18 avril 1978. Malgré quelques mesures prétendant favoriser l'épanouissement des cultures minoritaires, dans les faits, le pachtou (langue des Pachtouns) tend à devenir la langue officielle de l'administration. Le Setem-I-Melli accuse aussi l'Union soviétique de favoriser la prépondérance pachtoun en même temps qu'elle renforce sa mainmise sur l'Afghanistan.

UNE COLONISATION A GRANDE ECHELLE

Depuis un an, quatre à cinq mille experts civils soviétiques ont pris le contrôle du pays. On les trouve dans les ministères des mi-

Troubles au Kurdistan

DECIDEMENT, tout n'est pas terminé en Iran. Alors que les militaires défilent dans la rue, apportant leur soutien à Khomeiny et laissant entendre que, du côté de l'armée, il n'y a pas de problèmes, des troubles éclatent au Kurdistan, une région située à l'ouest du pays, près de la frontière irakienne, à quelques centaines de km de l'URSS.

Ils sont plusieurs millions de Kurdes répartis en Irak, Iran, Turquie et URSS. En Iran, ils sont près de deux millions. Le nationalisme kurde n'est pas nouveau. Une République kurde a même existé, l'espace d'une année en 1945.

Que s'est-il donc passé à Sanadjad où 170 personnes sont mortes et plus de cent ont été blessées ? On sait qu'il y eut l'attaque d'une caserne, que la radio est tombée aux mains des assaillants. Mais qui est derrière tout cela ? C'est là que les avis divergent. Selon certaines sources, la population de la ville aurait attaqué la caserne et prit d'assaut la radio. Selon d'autres informations, la caserne aurait été attaquée par des éléments extérieurs qui se seraient alors emparés de la radio. Enfin, certains affirment qu'il y a eu affrontement entre les musulmans chiites et les musulmans sunnites (religion majoritaire chez les Kurdes).

Le gouvernement, par le biais de la radio, a condamné les « provocateurs » responsables des troubles et Khomeiny a lancé un appel au calme. On sait également que des discussions devaient avoir lieu prochainement entre le gouvernement et les représentants kurdes à propos du statut d'autonomie pour tenter de crever cet abcès.

Dans la journée de mardi, après que le gouvernement ait envoyé des renforts, la situation semble être redevenue calme.

nes, de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, etc. Ils participent à la rédaction du plan quinquennal, de la réforme du système éducatif et des lois agraires, pesant ainsi directement sur la politique économique et sociale. Certains fonctionnaires supportent de plus en plus mal cet envahissement.

Moscou « achète » l'intégralité de la production de gaz et de pétrole, les trois-quarts de celle de coton et une bonne partie de la laine. Suite à un accord signé le 1er mars, l'URSS va installer en Afghanistan une raffinerie de pétrole, une usine de traitement du minerai de cuivre et plusieurs centrales électriques. Le paiement de ces achats se fait par un système de troc, « l'aide militaire » faisant donc partie du paiement de ces achats.

L'armée afghane est entièrement équipée de matériels soviétiques et ses officiers sont formés en URSS. Récemment, une douzaine d'avions légers ont été livrés à proximité des zones de combat avec les maquisards musulmans. Des soviétiques d'origine ouzbek et tadjik (deux ethnies également présentes en Afghanistan) combattent désormais contre les maquis aux côtés des forces régulières afghanes. Enfin, un bataillon soviétique serait installé depuis peu dans le nord du pays.

UN GOUVERNEMENT TOTALEMENT ALIGNÉ SUR MOSCOU

L'Afghanistan apparaît comme le satellite le plus aligné des « clients » de Brejnev. Avant même Cuba, il a reconnu le nouveau régime fantoche installé à Phnom Penh par les Vietnamiens et il s'est empressé de condamner « l'agression chinoise » au Vietnam.

En réponse à ses détracteurs qui accusent son pays d'être devenu « une colonie de l'URSS », le chef de l'Etat afghan, M. Taraki ose affirmer : « L'amitié avec l'URSS est sincère, Moscou n'a jamais tenté d'interférer dans nos affaires intérieures ». Pourquoi d'ailleurs le tenterait-il, puisque « l'Afghanistan mène une politique pleinement conforme à celle de l'URSS » a déclaré le même Taraki lors de son récent voyage à Moscou.

Henri BERTHAULT

GENEVE

Reprise de la conférence sur le droit de la mer

LA conférence internationale des Nations Unies sur le droit de la mer a repris lundi à Genève. Entamée en 1973 à la demande des pays du tiers monde qui voyaient avec inquiétude les pays technologiquement développés se partager l'exploitation, pour ne pas dire le pillage des fabuleuses richesses des hauts fonds marins, riches n'appartenant à aucun pays en propre, cette conférence se propose de dicter une réglementation internationale de l'exploitation des océans dans tous les domaines, une sorte de « charte de la mer ».

Lors de la dernière session, en août dernier, des progrès importants avaient été enregistrés en ce qui concerne les principaux points en discussion : l'exploitation des fameux nodules polymétalliques* et l'extension des zones économiques des pays riverains de la

mer à 200 milles-marins. De nombreux points restent cependant à préciser dans cette conférence qui a plus que tout autre la particularité de voir s'affronter les pays du tiers monde regroupés au sein du « groupe 77 » (en fait, ils sont 110 aujourd'hui) et l'ensemble des pays économiquement développés, quels qu'ils soient.

Dans cette confrontation, le tiers monde a déjà remporté plusieurs succès ; si elle se poursuit sur la même voie, cette conférence pourrait être la configuration de futures négociations élargies pour un nouvel ordre économique mondial.

* Les nodules polymétalliques sont des conglomerats de différents minerais qui gisent en grande quantité au fond de la mer. Ils représentent une richesse énorme.

Les syndicats chinois appellent à développer la démocratie dans les entreprises

DEPUIS le 9e congrès des syndicats chinois, au mois d'octobre, il est recommandé de faire élire par les ouvriers des entreprises les chefs d'atelier, de section et d'équipe. Ce système d'élection a été appliqué à titre d'essai dans certaines usines, avec de bons résultats. Aujourd'hui, une session élargie du comité permanent de la fédération des syndicats chinois a demandé que ces expériences soient synthétisées et popularisées.

En même temps, la réunion a souligné l'importance pour la vie démocratique des entreprises d'instaurer partout des assemblées générales de représentants des ouvriers. Ces assemblées sont des organes de pouvoir, qui organisent les ouvriers dans la gestion des entreprises, la surveillance des cadres, l'exercice de la démocratie politique, et de la démocratie dans la sphère de la production comme dans la vie.

Des questions aussi diverses qu'importantes, comme les plans, l'affectation des fonds, la gestion, la répartition du personnel, la vie des ouvriers, leur bien-être, etc. doivent être discutées

par ces assemblées. Elles doivent aussi aider les cadres à appliquer correctement les mesures politiques du parti et surveiller leur travail. Cette question est d'une grande importance, car elle a pour but d'empêcher les cadres de se comporter en bureaucrates, pesant sur le dos du peuple et non plus à son service.

La réunion a également expliqué que les syndicats doivent représenter les intérêts de la grande majorité des ouvriers, soutenir leurs points de vue justes et leurs revendications dont la satisfaction est possible dans la Chine d'aujourd'hui.

Les organisations syndicales aux divers échelons doivent aussi mener des enquêtes sur les difficultés que rencontrent les ouvriers et les employés et sur leurs revendications (logements, cantines, crèches), elles doivent aussi accorder une attention plus grande aux problèmes propres aux femmes travailleuses.

Comme on le voit, les syndicats chinois ont des responsabilités aussi bien sur le plan politique (démocratie, surveillance des cadres) que matériel (salaire, logement).

Des accusations téléguidées

UNE manière comme une autre d'expliquer les difficultés auxquelles il doit faire face : le gouvernement afghan a accusé lundi l'Iran d'avoir envoyé 7 000 soldats armés dans son pays « pour y entretenir le trouble ».

Emboitant le pas, la Pravda, l'organe du PC russe, a indistinctement attaqué la Chine, l'Iran, le Pakistan, les USA et « d'autres pays arabes » pour le soutien qu'ils apporteraient au mouvement de révolte.

Les dirigeants du mouvement musulman ont, pour leur part, démenti l'ensemble de ces allégations du Kremlin.

« C'est honteux de voir les jeunes matraqués de cette façon »

(Correspondance Marseille) Mardi 20

Communiqué du comité de coordination des lycéens de Marseille

CONSCIENTS des problèmes qui se posent actuellement aux travailleurs, conscients des problèmes qui les attendent durant leur scolarité, les lycéens de Marseille manifestent à l'appel de leur bureau de coordination depuis plus d'une semaine.

Jeudi 15 mars, ils étaient plus de 10 000 lycéens à avoir manifesté de la faculté Saint-Charles à la préfecture. Ils furent arrêtés par un cordon de gardes mobiles.

Une délégation demanda à rencontrer les représentants de la préfecture. Ce fut, comme la majorité d'entre nous s'y attendait, une délégation de cinq lycéens qui fut reçue, bien sûr par un sous-fifre, et cette « concertation » ne donna rien. Il fut alors décidé de se replier en cortège jusqu'à la gare Saint-Charles, de l'occuper et de faire cesser le trafic. Des forces de l'ordre nous attendaient encore ici, en l'occurrence une dizaine de cars de CRS. Après une occupation bruyante de l'entrée de la gare, les syndicats de cheminots décidèrent de débrayer. Le trafic cessa donc de 4 h à 5 h.

Le bureau de coordination des lycéens se réunira à la faculté Saint-Charles. Vendredi, comme il fut prévu la veille par ce bureau, les lycéens « les plus mobilisés » allèrent en manifestation aider les camarades des lycées en difficulté, menaces de l'administration, menaces de renvoi, etc. Il fut également décidé de reconduire la grève pour lundi et de se rendre en manifestation pacifique ce jour-là au studio émetteur de FR 3.

Là, lundi, plusieurs milliers de lycéens se retrouvèrent vers 11 h. Tout d'abord, l'administration de FR 3 accepta une discussion, mais imposa vite ses conditions : une délégation ne réunissant que trois lycéens. Ces derniers refusèrent cette magouille. Au bout de quelques minutes, les CRS, très nerveux, n'ont pu résister à l'envie de charger, matraque en main et sans sommation, avec une saucée de grenades très importante. De nombreux lycéens ont été tabassés violemment, et il y eut de nombreux blessés. Par exemple, les CRS jetèrent dans un garage deux ou trois grenades et une fille fut coincée. Elle tomba dans le coma. Des camarades ont riposté à la violence policière par quelques jets de pierres, très peu efficaces et peu dangereux. Après dislocation de la manifestation, les lycéens se sont regroupés à la faculté Saint-Charles.

Après une réunion, des lycéens présents ont décidé de faire une collecte pour aider les copains blessés pendant l'affrontement. A cinq heures, s'est tenue une coordination des comités de grève des étudiants et lycéens pour décider de la poursuite du mouvement, pour tirer un bilan politique et pour l'organisation de la manifestation du 20 mars. (...)

C'EST donc à 9 heures trente à la place d'Aix, non loin du rassemblement du SNES, que les lycéens et collégiens, très nombreux et mobilisés, se regroupèrent. Ils rejoignirent peu après le cortège des professeurs, et défilèrent ensemble jusqu'au vieux port.

Ce furent alors de 15 à 20 000 personnes qui manifestèrent contre Beullac et sa politique ultra-réactionnaire contre le gouvernement et le rectorat.

Arrivé au Vieux port, le SNES décide alors la dispersion, et même, appelle tout le monde, y compris les lycéens et les collégiens à se disperser immédiatement, en disant : « C'est fini, rentrez chez vous ! ».

Enterrement de première classe ! Préparé et prévu par beaucoup !

C'est donc environ 5 000 personnes qui arrivèrent devant la faculté St-Charles. Les CRS, de plus en plus présents, menaçaient à chaque instant de charger, et ce fut l'affrontement inévitable : les CRS avec violence chargèrent les lycéens, avec grenades lacrymogènes, etc. On s'acharna même à quatre ou cinq contre des jeunes de 14 ou 15 ans. Il y avait beaucoup de monde sur les trottoirs et l'affrontement se passait au vu de tous puisqu'on est près de la gare St-Charles. Les passants étaient scandalisés, ils disaient : « C'est honteux de voir des jeunes matraqués de cette façon ».

Pendant plus d'une heure, ce furent des affrontements parfois très violents. Trois jeunes sont aujourd'hui à l'hôpital. Puis les lycéens se replièrent vers la faculté, et tinrent une assemblée générale vers 16 h.

La coordination fait alors le point. L'attention est grande et la colère aussi. C'est dans une atmosphère enthousiaste que sont reçus les soutiens des travailleurs cheminots et des PTT qui ont assisté aux affrontements pendant leur travail.

La coordination décide finalement de poursuivre la lutte pour le lendemain dans les lycées en informant encore plus les lycéens de ce qui s'est passé le 20 mars, donc, de rester dans les lycées, de tenir des assemblées générales, de distribuer des tracts, d'informer la population, de coller des affiches, etc.

On prévoit une autre assemblée générale de la coordination pour le lendemain. Le 20 mars à 17 h 00, l'association des parents d'élèves Cornec, des syndicats d'enseignants SNES et SGEN, des lycéens et collégiens appelaient également à une manifestation au Vieux port à Marseille.

Ce furent alors 8 000 personnes qui défilèrent, chacun commentant les événements du matin. Pour la FEN, aucune perspective n'est donnée au mouvement, et cela est grave. Pour le SGEN-CFDT, un tract expliquait la position du bureau académique, soutien aux lycéens, reconnaissance de rôle moteur dans le succès de la mobilisation du matin, dénonciation de ceux qui appellent à la dispersion de la manifestation du matin, laissant ainsi les lycéens seuls face aux flics. La direction du SGEN laisse aux sections le soin d'apprécier la mobilisation et de discuter avec les comités de lycéens lorsqu'ils appellent à la mobilisation.

La journée du 20 mars fut donc très importante pour tous. Elle restera une date, mais il ne faut pas en rester là. Ce qu'il faut, c'est gagner, il faut encore étendre le mouvement dans la région et aussi naturellement, il faut s'appuyer sur la très forte mobilisation lycéenne, tout en mettant dans la lutte toute la population, en premier les professeurs, les parents d'élèves et tous les travailleurs. Beullac, tu es foutu, ton école est dans la rue. Luttons dans l'unité jusqu'à la victoire. Vive le mouvement des lycéens et collégiens !

Danger-école Redéploiement de Beullac

POLITIQUE de redéploiement, fermetures de classes, suppression de postes. Qu'en est-il exactement ? Quels sont les projets du gouvernement pour tout ce qui concerne l'école ? Voici deux questions que l'on peut se poser.

Aussi nous nous apprêtons aujourd'hui à dresser un tableau du redéploiement à l'école. Certes, il est bien entendu limité, ponctuel. Cependant, il nous a paru intéressant de le broser pour mieux appréhender les causes, la réaction en chaîne, les conséquences d'une fermeture de classe, par exemple : enfants entassés, instituteurs en « surnombre », professeurs d'école normale « en trop ».

PRIMAIRE : ON FERME !

Beullac s'appuie sur la grille Guichard pour décider des fermetures de classe, à grande échelle. Ainsi pour la seule région parisienne 986 fermetures de classe sont prévues, 92 dans les Hauts-de-Seine, 121 dans la Seine-St-Denis, 67 à Paris. Pour quand alors 25 élèves par classe, pour quand des congés maladie remplacés aussitôt, pour quand la maternelle ouverte aux enfants de 2 et 3 ans.

SECONDAIRE : PLUS ON EST ET PLUS ON RIT ?

Les petits gamins ne sont pas les seuls à être touchés

par le fameux déploiement de Beullac, les lycéens et les collégiens le sont également.

Le ministre a donné la consigne aux recteurs de porter systématiquement les effectifs de seconde et de première (en lycée) à 40 ; dans certains cas il s'agit purement et simplement de suppressions de classe. Ainsi à St-Cloud, il est question de la liquidation de trois premières C et d'une terminale A. « Il y a trop de monde dans les lycées », c'est bien pourquoi tous les élèves de troisième qui n'auraient pas 12 de moyenne veraient leur accès en seconde au lycée interdit et seraient envoyés systématiquement en LEP/CET.

(Suite page 4)

Grève des lycéens de Martigues

Concernés par le redéploiement

LUNDI 19 mars, les lycéens de Lurcat de Martigues se sont mis en grève dès huit heures trente en solidarité avec leurs professeurs. Les enseignants de ce lycée avaient très bien expliqué à leurs élèves pourquoi ils faisaient grève, le mardi 30 mars. Se sentant donc concernés par le redéploiement et les classes surchargées, les lycéens se sont mis en grève lundi. A 14 h, ils se sont rendus en manifestation à l'autre lycée de Martigues. Le lycée Langevin, pour inviter les lycéens à se mettre en grève.

Tous sont partis en manifestation dans les rues de Martigues. Ils étaient environ 500. Rendus sur la place de la mairie, les lycéens ont expliqué les raisons de leur grève : contre le redéploiement, la suppression de postes et les classes surchargées.

Ensuite, il y a eu un appel à participer à la manifestation du 20 mars.

Trois lycéens de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste ont fait un tract expliquant à la population pourquoi les enseignants et les lycéens étaient en grève.

15 000 tracts ont été distribués à la population et aux lycéens par de nombreux jeunes, y compris par des JC. Ceux-ci avaient enlevé la signature de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste sous des pressions des professeurs membres du Parti communiste français.

Correspondant Martigues.

MULHOUSE

300 lycéens bloquent le train Strasbourg-Bâle

MARDI 20, les lycéens du Haut-Rhin ont occupé pendant une demi-heure les bureaux de l'agence nationale pour l'emploi. Ils ont entamé des démarches pour être inscrits comme demandeurs d'emploi. Ensuite ils ont bloqué quelques instants le rapide Strasbourg-Bâle.



10 000 enseignants et lycéens ont défilé mardi 20 mars à Paris à l'appel de nombreux syndicats (SNI-PEGC, SNES, SNEP, SNEEPS, SNEPEN...), des comités d'action lycéens et de l'UNCAL. Le but de cette manifestation était de manifester l'hostilité des enseignants, des parents d'élèves et des élèves au « redéploiement » de Beullac.

Suite de la page 3

Restrictions aussi au niveau du choix de la langue vivante en sixième. Certains recteurs ont pris la décision de ne plus ouvrir en sixième d'autres sections de langue que celles de l'anglais et d'allemand ! La réduction de crédits est bien entendu la suite du menu. Au CES-Courbet à Romainville, les crédits sont inférieurs à ceux de 1977 ! Entassés, sélectionnés, tels seront les traitements pour les lycéens. Pour ceux « qui n'ont pas bien marché » ce sera la succession sixième, cinquième, classe-parking, CPPN, CPA avec « le fin du fin » la formation en alternance.

ETUDIANTS : UN AVENIR CLAIR

Les enfants grandissent, les adolescents mûrissent, une petite minorité d'entre eux deviennent étudiants. Sont-ils épargnés par le redéploiement façon Beullac ?

Prenons le cas des normaliens. La conclusion que Beullac tire de ses fermetures de classe est qu'il faut diminuer le nombre des futurs instituteurs.

A l'école normale de garçons de Rennes, il y avait 53 places en octobre 1977, en octobre 1978 elles sont passées à 15. A l'école normale de filles de Rennes en octobre 1977, 80 places proposées, en octobre 1978 elles chutent à 25. Ainsi, le recrutement des normaliens au niveau national baissera de 10 % l'an prochain.

L'entassement, les mauvaises conditions de scolarité des enfants ne font que commencer.

L'absence de débouchés n'est pas spécifique aux normaliens, identique est le sort des futurs PEGC (enseignants en CES). Un seul exemple en Ile-et-Vilaine la section musique-français de PEGC ne prévoit que quatre recrutements pour l'année prochaine. Voilà qui va favoriser assurément l'élargissement de la connaissance de la musique !

Le même sort est réservé aux candidats à l'agrégation, au CAPES (*) puisque le nombre de postes mis aux concours est passé en cinq ans de 9 500 postes à moins de 3 000. Et les IPES (**) ? Bientôt ils n'existeront plus. Et les conseillers d'orientation ? Quatre des huit centres de formation des conseillers sont menacés de fermeture.

ENSEIGNANTS : MENACE SUR LEUR DROIT DE GREVE

Alors ? Sombre est l'avenir des enfants. D'encre les lendemains des jeunes. Douleur et pénibles sont les conditions de travail des enseignants en place. Beullac a décidé de

porter à 21 heures par semaine tous les services de tous les maîtres-auxiliaires des collèges, ce qui lui permet de réaliser l'économie de 1 133 postes ! De plus les enseignants sont appelés à effectuer des compléments de services hors de leurs spécialités.

Cependant Beullac veut encore aller plus loin. Il s'en prend au droit de grève des enseignants. Voici ce qu'il écrivait le 18 octobre 1978 :

« Si la surveillance risquée de ne plus être assurée convenablement du fait d'une grève générale, il appartient au directeur de faire appel aux maîtres grévistes qui sont juridiquement tenus d'assurer un service de sécurité ». Ceci est tout à fait impossible : un directeur d'école ne peut réquisitionner un maître comme en témoigne la loi du 11 juillet 1938, décret du 28 novembre 1938, ordonnance No 59 147 du 7 janvier 1959 complétée par la loi No 62 823 du 21 juillet 1962 :

« Le droit de réquisitionner ne peut être ouvert que par un décret pris en conseil des ministres. L'exercice de ce droit appartient conjointement aux ministres co-signataires du décret et aux préfets qui bénéficient d'une délégation permanente de droit ».

SÉCURITÉ DE L'EMPLOI POUR LES ENSEIGNANTS ET PERSONNEL NON-ENSEIGNANT EN PLACE ?

Les professeurs et les instituteurs en place ne connaissent pas pour autant la sécurité de l'emploi. Le ministre prévoit « l'économie » de 30 000 postes en quatre ans, la suppression de 655 sur 2 500 postes de professeurs d'école normale !

Enfin personne n'en réchappe. Postes de surveillant, d'agent de service, de personnel administratif, d'intendance, de postes d'ouvriers seront transformés en postes d'autre nature ce qui signifie bien entendu licenciements, reclassements.

Ces quelques éléments nous convainquent de l'ampleur de l'offensive gouvernementale contre l'école. Toutes les catégories sont touchées. Il apparaît clairement que la lutte pour l'obtention, le maintien de son emploi et l'opposition aux fermetures de classe sont indissociables. Les intérêts des enseignants et des parents d'élèves convergent.

Nathalie VILLOTIERS

(*) Agrégation, CAPES : concours permettant de devenir professeur titulaire.

(**) IPES : formation rémunérée pour les étudiants leur donnant accès à la titularisation.

Les vacataires poursuivent leur lutte

SEPT vacataires sont parvenus, mardi 20 mars, à pénétrer dans le ministère aux universités à Paris pour faire part de leurs revendications à Alice Saunier-Seïté. Ces sept enseignants universitaires sont restés trois heures dans les locaux en compagnie de plusieurs centaines d'universitaires et d'étudiants venus les soutenir. Le mouvement des vacataires prend de l'ampleur, après la grève de la faim des vacataires de Tours, après l'entrée en force des sept vacataires dans l'immeuble de Saunier-Seïté, un autre vacataire a entamé une grève de la faim à Censier à Paris.

SFP

Grève du 20 mars

De l'unité ... à la division

Correspondance SFP

A PRES l'arrêt de la grève à la SFP, le 8 mars, la reprise du travail s'est faite tout doucement, les productions, au niveau du tournage-film par exemple, hésitant à se remettre en marche et à risquer de nouvelles grèves.

Nous avons expliqué dans l'édition du 14 mars que la reprise du travail marquait un tournant de la lutte : au bout de cinq semaines un certain épuisement était apparu au niveau de l'ensemble, et, malgré la combativité d'environ 300 personnes (CGT, CFDT et non-syndiqués) qui tenaient en main à elles seules la lutte depuis deux semaines, la reprise du travail était inévitable (même si l'intersyndicale l'a pour le moins aidé en faisant monter des non-grévistes de la première heure à l'assemblée générale). D'autant plus que Clermont-Tonnerre lâchait du lest par rapport au plan initial et que les négociations devaient s'étaler sur quatre mois, ce qui rendait impossible une grève sur toute cette période.

Il s'agissait donc de trouver une tactique adaptée et mobilisatrice. L'essentiel étant de préserver l'unité entre les travailleurs, acquis au cours de ces cinq semaines d'actions au coude à coude.

Or, les événements survenus ces derniers jours ont porté de sérieux coups à cette unité.

LA GREVE A TDF DIMANCHE

Rappelons les faits : trois mutations arbitraires d'ingénieurs à TDF. Motif : Refus de remplacer des techniciens grévistes lors de la grève de solidarité avec la SFP. Après avoir déposé un préavis légal de cinq jours,

la CFDT — unique syndicat à TDF — lançait la grève dimanche 18 mars jusqu'à 20 heures. Suite à cette grève, le gouvernement par la bouche de Lecat réagit très brutalement, parlant de « coups de force contre le service public ». Il réunit un conseil d'administration des sept sociétés issues de l'ex-ORTF et décide de saisir le Parlement d'une nouvelle loi anti-grève.

Si la grève de TDF apparaît tout à fait légitime une question se pose cependant : pourquoi la CFDT de TDF a-t-elle agi seule, sans consulter les autres sociétés, et en particulier la SFP, pour une riposte unitaire ? D'autant plus que les travailleurs des sept sociétés devaient décider en assemblée générale par contre le lundi 19 de s'associer ou non à la grève du 20, et que finalement la SFP a été seule à la faire.

Quant au syndicat national radio-télévision CGT, il dénonce dans un communiqué l'action à TDF publiquement pour la première fois...

LA GREVE DU 20 A LA SFP

Ces divisions vont s'accroître et se concrétiser lors de cette grève du 20 et, conséquence grave, la base va se diviser.

Dans la perspective de la journée du 23 on assiste à une affirmation par chaque syndicat de son programme propre, reflet des divisions des organisations politiques :

— La CGT et sa « télévision bradée aux intérêts d'une Europe germano-américaine » avec pour conséquence la surenchère dans la lutte : aucun licenciement, pas de mutation, pas de suppression d'emploi, augmentation du volume de production... et, bien sûr, grève jusqu'au 23.

— La CFDT, pour laquelle il n'est pas question de « sauver la SFP » mais d'obtenir des « résultats concrets » est prête à négocier les pré-retraites, mutations internes à la SFP, à l'ex-ORTF et accepte également les mutations hors-ORTF. Pour elle tout est dans les négociations, elle ne veut rien faire qui les compromette. D'où sa volonté de stopper la lutte dans la période actuelle. Elle refuse, reprenant ainsi les positions confédérales, de s'associer à la grève du 23 et donc à la marche.

Les conséquences de la division syndicale au niveau des travailleurs. Pour les uns, l'aspiration à l'unité des luttes pour l'emploi à l'occasion du 23 est détournée au profit de la ligne anti-Europe du PCF et de la CGT ; pour les autres au contraire, ils pensent que cette journée est prometteuse, qu'elle porte en elle de grands espoirs et reprochent aux cédétistes de ne pas s'y associer.

Et concrètement, au niveau de la lutte à la SFP,

c'est la confusion. La direction du mouvement qui, pendant les cinq semaines de grève, appartenait aux grévistes, commence à leur échapper. Le scénario n'est pas nouveau. Déjà en 1974, la lutte avait été canalisée sur les présidentielles...

Mais la différence aujourd'hui c'est que, dans le cadre de l'approfondissement de la crise et ses conséquences pour les travailleurs et sur la base de l'unité dans l'action pratiquée pendant plusieurs semaines, l'aspiration à l'unité des travailleurs sur le mot d'ordre « Pas un seul licenciement » est forte (témoin les actions illégales organisées par plusieurs dizaines de travailleurs de toutes tendances).

Bien qu'aujourd'hui l'ambiance soit à la division, les points ont été marqués dans le camp des travailleurs. On ne les effacera pas de si tôt : on entendra reparler de la lutte à la SFP.

Les marxistes-léninistes de la SFP

L'analyse de Séguéy détourne des justes revendications

DANS l'Humanité du 20 mars, on trouve la déclaration suivante de Georges Séguéy : « La lutte engagée par les personnels de la Société française de production entre dans sa sixième semaine. Les négociations entamées depuis une semaine vont apporter un premier bilan d'où il ressort par avance que le nombre de licenciements annoncés sera réduit, ce qui est appréciable, mais ne résoud pas sur le fond l'importante question du volume des productions télévisuelles nécessaires au maintien du service public de radio et de télévision. Tout comme la sidérurgie, le pouvoir se limite à vouloir humaniser les licenciements. Cette situation préoccupe la CGT car là comme dans d'autres secteurs, nous ne pouvons accepter d'être soumis à la production étrangère, au détriment de notre propre production » et la suite de la déclaration continue sur ce sujet. Ce que veulent les grévistes de la SFP, c'est non à tout licenciement.

Cette volonté ne transparaît jamais dans la déclara-

tion de Séguéy. Selon la logique de Séguéy c'est le « Produisons français » appliqué aux productions télévisuelles qui permettrait de régler la question de l'emploi. A supposer qu'on soit d'accord avec l'utopie d'un capitalisme à 100 % national, supprimerait-il l'exploitation, ou plutôt vaudrait-il mieux être exploité par un patron bien français qu'étranger ?

Il vaut mieux partir de la réalité de tous les jours : la boussole de notre système économique c'est le profit, aucune entreprise n'échappe à cette loi, y compris celles dites de « service public ».

Il est vain de croire au rapatriement des productions, si les capitalistes y font leur beurre. Mais outre qu'une telle explication des choses détourne les travailleurs de leur cible, ne revient-elle pas à demander qu'on supprime du travail aux ouvriers étrangers ?

Ainsi comme on le voit, la déclaration de Séguéy, contient en germe un bien curieux internationalisme prolétarien qui ressemble beaucoup à du chauvinisme.

René BREAND



Carte postale faisant partie d'une série éditée par les employés de la SFP

N OUS poursuivons ici la publication du texte intégral d'une interview de deux cheminots parisiens membres du PCF. Ce texte que nous présentons à titre de document est extrait du numéro un de *Luttes et débats* daté de janvier 1979. *Luttes et débats* se présente comme un « journal interne réalisé par des ouvriers, employés, intellectuels militants du PCF ». Réalisé à l'initiative de militants du 18^e arrondissement de Paris, ce journal semble avoir acquis, après la parution de deux numéros, une audience plus large parmi les militants du PCF.

L'article ci-dessous, comme c'est le cas de tous ceux publiés par *Luttes et débats*, n'engage que ses auteurs. A l'issue de cette publication, nous donnerons notre opinion sur les points qui nous semblent principaux, concernant tant les accords que les désaccords. Ceci constitue à notre avis une des façons de débattre des questions d'une grande acuité qui se posent à tous les travailleurs à tous ceux qui ont pour objectif de leur lutte l'instauration du socialisme en France.

La rédaction

Luttes ouvrières et stratégie unitaire (2)

par D. OUAKI et D. LAPOSTRE

Dans la première partie de leur article, D.Ouaki et D.Lapostre (qui sont tous deux cheminots et membres de comités de sections d'entreprise du PCF) abordent la question du bilan de la ligne de leur parti, à partir de leur propre expérience et en particulier de la grève de mai 78 à la SNCF

Q : Quel rôle le parti a-t-il eu dans cette grève ?

DANIEL : Directement, le PC n'est pas intervenu, sauf par un tract où il se déclarait au côté des travailleurs. Il a été quasiment absent du secteur fédéral CGT, qui sont presque tous au parti. J'ai envie de dire heureusement qu'il y avait les « contestataires » qui ont donné aux travailleurs une image différente du parti.

Q : La non-apparition du parti est-elle due à une volonté politique ou à des difficultés d'organisation ?

DANIEL : Dans ma section, on connaît un absentéisme important dû à un sentiment de découragement. C'est que septembre 1977, rupture de l'Union de la gauche, puis mars 1978, défaite électorale, tout cela tend à démobiliser les militants communistes.

voient ballader. Soudain, on entend au transistor que les partis de gauche se sont mis d'accord pour les désistements. En trois heures, ils se sont mis d'accord, alors que pendant sept mois, ils ont polémique. Je me sentais un peu gêné vis-à-vis des copains. Eux sont atterrés. Comme le dira un travailleur présent : « Les directions PC/PS se sont foutues de nous ».

La semaine qui a suivi le 19 mars, il y avait un sentiment d'amertume, une certaine rancœur. Je me

souviens de la réflexion d'un vieux camarade : « Cela fait quarante ans que j'attends le socialisme et, à chaque fois, on rate le coche ».

DANIEL : Juste après l'échec de mars, il n'y a pas eu de discussions, sinon quelques polémiques avec les militants socialistes. Au lieu d'aborder les problèmes de fond, on s'est défoulé sur eux. Le 20 mars a été une très mauvaise journée, sauf pour les bourgeois bien sûr.

Un manque de confiance à l'égard du potentiel révolutionnaire

DIDIER : Tout est lié. La ligne suivie a sa logique. Qui dit changement par voie électorale dit compromis permanent. Ou l'on est pour un passage graduel, pas à pas, électoral, au socialisme, analyse reposant, à mon avis, sur un manque de confiance à l'égard du potentiel révolutionnaire que sont les masses. Ou l'on est pour une voie révolutionnaire, c'est-à-dire que l'on fait tout, en tant que parti d'avant-garde pour donner aux travailleurs les moyens de lutter contre leur exploitation en encourageant leur auto-organisation au sein de comités.

différentes. Ce comité a pour but d'impulser la lutte sur des bases unifiantes. D'où le nom de comité unitaire de base. Je pense que la meilleure définition de ces comités a été donnée en 1953 par Marcel Paul : « Pour organiser l'unité d'action, il est juste de lutter pour des assemblées uniques du personnel (...). C'est déjà une première et réelle étape d'unité d'action. Une seconde barrière à dresser contre la trahison des intérêts ouvriers, c'est le comité d'unité d'action, le comité de grève, élu, confirmé, mandaté dans les assemblées ouvertes à tous les travailleurs (...). Le comité d'unité d'action est l'organisme le plus démocratique et le plus responsable qui puisse exister. Il naît, il agit au milieu du personnel avec un mandat bien précis : conduire la bataille au succès (...). Il réceptionne toutes les propositions et les soumet à tous ». (Marcel Paul, secrétaire général de la Fédération CGT des gaziers).

Q : Tout le monde parle de comités. Qu'entendez-vous par comité ?

DIDIER : C'est vrai, tout le monde en parle. La JC crée des comités contre le chômage. Est-ce un comité ? A mon avis, un comité ne peut être une antichambre d'une organisation. Le comité est un regroupement de travailleurs d'opinions

Les militants déçus, déboussolés

DIDIER : Il faut savoir que la moitié des membres du parti a adhéré entre 1972 et 1978, dans l'objectif d'une victoire électorale de la gauche. Frustrés de cette victoire, sans aucune perspective rapprochée, les militants ne voient plus l'utilité de continuer à militer. Attention, je ne dis pas qu'ils sont tous des « contestataires », ils sont en général d'accord avec la direction du parti, mais ils sont déçus, déboussolés. Les cellules et sections d'entreprises que je connais ne fonctionnent plus ou très peu, et peu de nouvelles

adhésions y sont faites.

DANIEL : La vraie question, c'est comment peut-on militer sans perspectives dans ce contexte de crise économique et les conséquences que l'on sait.

A une assemblée de militants, à un dirigeant du parti qui disait que la route menant au socialisme était un profond sillon que l'on était en train de labourer, un militant lui répondit que plus on labourait, plus on s'enfonçait. Cette image correspond bien à la situation actuelle.

Un attentisme électoral

Q : Vous avez dit qu'il y a échec de la ligne politique suivie par le parti. Quelles en sont les causes et les conséquences ?

DANIEL : En premier lieu, il y a eu, comme le dit la direction, des erreurs locales. L'application d'une ligne politique n'est jamais simple, cela entraîne obligatoirement des « déviations », mais quand les erreurs locales se répètent partout, alors...

Le second point qui explique partiellement l'échec de notre ligne politique, c'est la crise du militantisme qui existe dans toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche : crise du militantisme due à l'aggravation des conditions de travail et de vie, mais aussi due à la stratégie que l'on s'était donnée : « La voie démocratique au changement » qui a entraîné un attentisme électoral, incidence logique d'une ligne réformatrice, due au refus des directions du PC et du PS de donner une suite politique aux journées d'action du 7 octobre 1976 ou du 24 mai 1977 entre autres.

Félix Damette, dans *l'Humanité* du 30 juin 1978, mentionne : « Lorsque l'on dit que le suffrage universel sera la règle et que la marche au socialisme sera sanctionnée par la volonté

majoritaire du peuple (...), cela confère effectivement aux élections (et aux élus) un rôle de premier plan ». Il ajoute : « Certains en ont conclu qu'il s'agit d'une stratégie électoraliste (...). C'est la négation même du 22^e congrès qui implique au contraire une grande « rigueur électorale » (...). Il faudra bien un jour que l'on m'explique la différence entre « stratégie électoraliste » et « rigueur électorale ». N'y a-t-il pas eu comportement électoraliste entraînant évidemment une attitude opportuniste dans la non-publication du rapport de Marchais en 1972 ? N'y a-t-il pas eu comportement électoraliste dans la main tendue aux PME (dont les travailleurs sont souvent les plus exploités, salaires de misère, pas de réglementation du travail, etc.). Y a-t-il rigueur électorale dans l'alliance avec des groupuscules bourgeois, vers les gaullistes d'opposition, le MRG (voir ce qu'est devenu Fabre depuis mars dernier) ? Est-ce faire preuve de rigueur électorale que de signer, en trois heures, un accord (13 mars) qui ne dit rien des nationalisations ? Ou bien, pour le deuxième tour, d'accepter de faire des meetings avec les organisations d'extrême-gauche, alors que l'on refuse généralement tout dialogue constructif avec eux ? »

Un grand silence

Q : Comment a été ressenti l'échec de l'Union de la gauche à la SNCF ?

DIDIER : Déjà, le 24 septembre 1977, après la rupture de l'Union de la gauche, j'ai fait une tournée de chantier du parti avec un camarade de la section. (Tournée de chantier signifie aller voir les travailleurs sur leur lieu de travail, distribuer des tracts, discuter, etc.).

Partout, on s'est fait engueuler par les travailleurs ; déjà à ce moment-là, ils sentaient que la victoire tant attendue leur passait sous le nez. Après l'échec

de mars, on peut dire qu'il y a eu un grand silence. Les travailleurs refusaient de parler. Je me souviens d'une anecdote qui m'est arrivée. Le 13 mars, lendemain du 1^{er} tour, je vais voir un copain qui travaillait dans un service très combatif à Paris-Est. Il était dans les 21 heures. Certains écoutaient un transistor pour avoir des nouvelles de la réunion qui avait lieu entre les divers partis de gauche. Je commence mon baratin du genre « C'est la faute au PS, il refuse de nationaliser les filiales, etc. », les gars sont peu réceptifs à mon argumentation, certains m'en-

Impulser la démocratie ouvrière

Donc, la création de comités implique une bataille pour l'unité d'action avec le respect de la démocratie ouvrière. Mais cela ne doit pas reléguer les organisations syndicales au second plan. Par exemple, dans un comité de grève, les syndicats doivent soumettre leurs propositions, mais en aucun cas, ils ne peuvent les imposer aux dépens de la volonté des travailleurs. A l'heure où la crise aggrave les conditions de vie de la grande majorité des Français, développer de nouvelles formes de luttes est essentiel. Impulser la création de comités de quartier contre les saisies, pour le droit au logement, de comités de grèves, soutenir l'action de la coordination lycéenne, s'investir dans des comités de soldats, etc., voi-

là la tâche que doivent se fixer les communistes. D'ailleurs, comme le dit Marchais : « Faire l'union pas à pas pour reconstruire une union plus solide, c'est nouer des liens plus étroits entre tous les travailleurs manuels et intellectuels ».

Quel est le meilleur moyen de nouer ces liens, si ce n'est la création de comités de base ?

Dans le *Mai de la CGT*, Séguy ne dit-il pas lui-même à propos des comités de grève : « C'est la meilleure forme que nous puissions donner à la lutte de la classe ouvrière. Cela a toujours été valable et à plus forte raison dans les circonstances actuelles. C'est notre grande force... ».

NDLR : les intertitres sont de la rédaction.

(Demain suite et fin)

Les Français se marient moins, pourquoi ?

LES Français se marient moins, c'est ce que révèlent les chiffres publiés par l'INED (Institut national des études démographiques). Il y a eu en 1978, 13 000 mariages de moins qu'en 1977.

La moyenne d'âge du mariage, elle, au contraire augmente.

L'INED estime que la raison principale en est l'inquiétude du lendemain et que « se constitue une réserve de mariage potentiels et vraisemblablement de naissances retardées que l'amélioration de la situation économique provoque ».

Contrairement à ce que souhaiterait le gouvernement, les Français ne se marient donc pas pour oublier le chômage et les conditions qui leur sont faites par la crise capitaliste.

Pourtant, la solution de créer une « cellule économique » pour supporter

mieux les bas salaires a longtemps été choisie par les jeunes ouvriers : on se débrouille mieux à deux pour répartir les charges d'un ménage, loyer, nourriture, etc. autre face plus réaliste de « vivre à deux » !

Aujourd'hui, si le choix est différent, c'est sans doute parce que les mentalités changent d'autant plus que la religion ne pèse plus autant pour « assimiler relation sexuelle, vie affective et mariage ».

Et comme la crise aiguise les contradictions dans les ménages, surtout ceux qui ont de jeunes enfants, les célibataires n'y voient plus tellement l'image idéale et sécurisante qu'ils souhaitent... Les dernières statistiques ne montrent-elles pas qu'un couple sur trois divorce en région parisienne (un sur cinq sur toute la France).

La crise, oui bien sûr, mais aussi une remise en cause des valeurs qui dépassent le cadre strictement économique.

Liberté des femmes devant l'avortement

La Fédération protestante se prononce pour

CHAQUE année, la Fédération protestante se réunit en assemblée générale pour faire le point des problèmes auxquels les chrétiens sont confrontés. Le week-end dernier, la Fédération s'est réunie à la Grande Motte et, après avoir abordé plusieurs questions importantes comme celles de l'emploi, des immigrés, de la torture, de la peine de mort, de la prostitution, toutes questions qui ne peuvent laisser indifférents, elle a engagé une discussion sur le problème de l'avortement et de la révision de la loi Veil cet automne.

La Fédération protestante s'est prononcée à sa quasi-unanimité pour que la loi Veil soit revue en ayant principalement à l'esprit la responsabilité et la liberté des femmes. Ainsi, bien que la Fédération soit contre l'avortement comme l'Eglise catholique, elle pense que les chrétiens ne peuvent imposer leur ligne de conduite à toute une société. Pour que la liberté de choisir existe, il faut que les conditions du choix existent.

C'est pourquoi, la Fédération protestante a décidé de créer une commission qui va étudier les quatre principales difficultés de l'application de la loi Veil :

- La liberté du médecin et la clause de conscience ;
- La durée limite de dix semaines ;
- La prise en charge par la Sécurité sociale ;
- La discrimination pour les mineures ou étrangères ;

C'est cette commission qui donnera la position officielle de la Fédération.

Nouvelle alerte en Bretagne

UN an à peine après la marée noire, la Bretagne vient de connaître une nouvelle alerte. Le week-end dernier, un pétrolier battant pavillon libérien arrivait endommagé au large de la baie de Douarnez.

Le 13 mars dernier, il subissait des dommages. La citer-

ne contenant le pétrole en particulier était déchirée. Pour le moment, le pétrolier attend en pleine mer de pouvoir transvaser le pétrole qu'il contient dans un autre pétrolier avant de pouvoir gagner le port de Douarnez où il sera réparé.

L'opération de transvasement doit avoir lieu mercredi si le temps le permet.

CENTRALE THERMIQUE DU VAZZIO (AJACCIO)

La majorité de la population est contre le Vazzio

Interview d'un militant du GARDE (Groupement d'Ajaccio et de sa région pour la défense de l'environnement)

HR : Qui a pris la décision de construire cette centrale ?

R : C'est l'EDF seule, sans consulter personne, soi-disant pour équilibrer la Corse du Nord et du Sud en production d'électricité. Les travaux ont commencé dans l'illégalité, la population n'étant même pas au courant.

HR : Que va produire cette centrale ?

R : C'est une centrale thermique au fuel lourd moteur diesel. Il n'en existe pas en France, il y en a une en Guadeloupe et une à la Réunion. La puissance de cette centrale est de 156 MW, elle doublerait la puissance énergétique en électricité de la Corse. Elle va brûler 800 tonnes de fuel lourd par jour, du fuel à haute teneur en soufre, plus de 65 tonnes de gaz sulfureux pur par jour.

HR : Quels sont les dangers réels de cette centrale ?

R : Les dangers contre la santé d'abord : les retombeées de soufre sont dangereuses pour les enfants, les personnes âgées, les personnes sensibles des voies respiratoires. Les gaz acides produits (SO₂) attaqueront les yeux. Il y aura des produits cancérogènes rejetés

par la centrale et de nombreux hydrocarbures imbrûlés.

La pollution de l'agriculture ensuite : la formation d'acide sulfurique nuira considérablement à toute activité agricole ; risque de régression de la croissance des plantes, vergers, vignes, de 30 à 40 %, quand ce n'est pas la menace, par exemple, pour les vergers de disparition complète. De plus, les terres seront gelées soit par l'installation des fils, soit par la destruction des cultures à moyen terme.

La pollution maritime aussi : cette zone est très ensoleillée et les gaz seront modifiés par le soleil. Ça donnera, par exemple, des oxydes d'azote extrêmement toxiques.

HR : Quelle a été la riposte du GARDE contre cette centrale ?

R : Il a d'abord fallu plus d'un an pour regrouper les informations précises car l'EDF a systématiquement tout bloqué et continué aujourd'hui encore.

Nous nous sommes battus sur quatre plans : la légalité des travaux, la pollution engendrée, les autres possibilités énergétiques, l'urgence de la construction de la centrale.

Par notre action, il a été reconnu que les travaux avaient démarré dans l'illé-

galité, que l'EDF avait violé la loi. Les travaux sont arrêtés depuis mai 1978. Les responsables EDF ont nié toute pollution au début. Maintenant, sous la pression de la majorité de la population, de l'Ordre des médecins, de la chambre d'agriculture, l'EDF doit reconnaître une « certaine pollution »... nécessaire selon eux.

Sur les autres possibilités énergétiques, l'EDF a reconnu qu'il y en avait : au niveau énergie hydraulique par petites et moyennes unités de production. L'EDF a dans ses tiroirs, en barrages, bien plus que la puissance de la centrale thermique du Vazzio.

Précisons encore quelque chose. La Corse est la seule région d'Europe occidentale à n'être pas reliée au réseau européen d'inter-connection électrique. Pourtant, cette liaison permettrait des échanges d'énergie avec l'étranger, une meilleure qualité de courant, de réduire les risques de panne.

Sur l'urgence de cette centrale, l'EDF mène une campagne basée sur un chantage : « La centrale ou bien des coupures de courant et la bougie ». Par tout, actuellement, le taux de progression de la consommation de pointe et les possibilités de production annuelle nous laissent encore trois hivers sans problèmes. Ça laisse le temps

à l'inter-connection de se réaliser, ce qui repousse encore de quatre ans au moins le risque de coupures éventuelles. Ces huit années encore disponibles nous permettraient de mettre sur pied d'autres unités de production hydraulique (d'ailleurs déjà répertoriées par EDF) et de mettre en place une politique énergétique adaptée à la Corse.

HR : Qu'avez-vous mené comme actions depuis un an ?

R : Nous informons les gens par communiqués, tracts, conférences de presse, participation aux débats des élus sur cette question. C'est le GARDE qui a déclenché l'affaire du Vazzio. Nous avons demandé un débat public avec EDF. Celle-ci a toujours refusé.

En novembre, nous avons remis au préfet de la région 5 000 signatures recueillies dans Ajaccio et sa région contre la centrale. La majorité des médecins, paysans, hôteliers... la majorité de la population est contre le Vazzio.

Pour conclure, quelques chiffres : la centrale thermique coûtera soixante milliards et ne créera que 30 emplois. Avec cet argent, on pourrait équiper toute la Corse du Sud en barrages, chauffage solaire et construire 30 000 logements de plus.

BRETAGNE

Un an après la marée noire

UN an après la marée noire en Bretagne, un bilan de cette catastrophe vient d'être rendu public sous l'égide du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans).

Sur les 223 000 tonnes de pétrole déversées par l'Amoco Cadiz, 90 000 tonnes se seraient évaporées, 90 000 tonnes se seraient dispersées dans le milieu marin et 31 000 tonnes auraient été rejetées sur la côte. Sur cette dernière, 20 000 tonnes auraient été ramassées, 11 000 tonnes restant sur les côtes.

Si l'eau de mer est devenue propre, la présence du pétrole est toujours importante en certains endroits : dans la région de Portsall, dans les Abers, dans les baies de Morlaix et de Lannion, sur la côte sud de l'île de Batz, etc. Dans ces régions, le pétrole continue à polluer les fonds et les plages.

En ce qui concerne la faune et la flore, l'estimation des dégâts reste diffi-

cile à effectuer précise le rapport.

Il faudra, pour effectuer un bilan complet, plusieurs années d'observation. La mortalité a été foudroyante durant la première semaine de la marée noire. Ensuite, elle a notablement diminué. Des populations entières de

coquillages et de petits crustacés ont disparu. La faune de dessous les rochers est en partie détruite.

Si un bilan est difficile à faire en ce qui concerne les poissons et les crustacés, il est certain, par exemple que, des espèces de crevettes ont dispa-

ru (peut-être ont-elles fui ?). Des poissons montrent encore de nombreuses traces d'attaque du pétrole sur leur corps.

Soixante-quinze pour cent des stocks d'huîtres de la baie de Morlaix ont été détruits. Dans les Abers Benoit et Wrach, 871 tonnes d'huîtres creuses, 138 tonnes d'huîtres plates et 51 tonnes de moules ont été détruites... Tel est en gros le bilan des dégâts, bien lourd pour ceux dont le travail consiste à récolter les fruits de la mer.



Mars 1978. Environs de Portsall.

Saint-Pierre de Varengeville

250 CRS ont évacué le piquet de grève

A VINGT kilomètres de Rouen, la vallée de l'Austreberthe et son ruisseau. Une petite ville : Saint-Pierre de Varengeville. Une usine : la société des moteurs électriques de Normandie, filiale de Thomson-Brandt. Celle-ci emploie 920 salariés, en grande partie des femmes. Exploités, ils le sont. Ils connaissent les plus bas salaires de la métallurgie régionale, le chômage technique depuis deux ans, des brimades sur le salaire. Aussi, le 22 février, la grève est-elle décidée. L'augmentation des salaires, les conditions de travail et l'emploi sont les clés de l'occupation des locaux.

Ne cédant pas d'un pouce aux provocations de la direction et de quelques non-grévistes, l'unité se renforce. La direction cède le 3 mars quelques brouilles. C'est une injure pour les travailleurs. Ils continuent leur mouvement. Lundi matin, ils bloquent le pont de Brotonne et le bac de Duclair. Lundi soir, il est 7 h 10 quand plus de 250 CRS font évacuer le piquet de grève. Les ouvriers quittant leur usine croisent des cadres qui entrent.

Il est 20 h 30. Devant la mairie de Barentin, 250 personnes se réunissent et s'en vont en voiture, sono en tête, informer la population qu'un grand rassemblement aura lieu mardi aux portes de l'usine. Il faut envisager les moyens de continuer l'action.

Fench LE GUEN

Marrel Creusot-Loire Rive-de-Gier (Loire)

Le 24 mai, 700 licenciements doivent tomber

Les ouvriers n'ont pas dit leur dernier mot

C'est le 24 mai que doivent tomber les licenciements : environ 700. Déjà 91 travailleurs sont partis avec 1 800 000 AF plus la prime de licenciement. Cela a entraîné des effectifs insuffisants, notamment à la tôlerie. Aussi, le patron essaie-t-il de muter des travailleurs sur ce chantier. Mais les ouvriers refusent ces mutations. Mercredi 14, au laminoir à plaques (décisif dans la chaîne de production), on a refusé deux mutations au poste du matin et cinq l'après-midi. Et puis, les ouvriers se sont mis en grève totale. Une assemblée générale a été réunie à la tôlerie. Le climat était au combat. On voulait faire péter. Mais il fallait d'abord demander leur avis aux camarades des autres postes. Une assemblée générale a été convoquée à 14 h.

A cette assemblée générale, suite à la prise de position des représentants du PCF, le mouvement est arrêté mo-

mentairement à la tôlerie, seul le laminoir à plaques reste en grève.

Correspondant HR avec un délégué CGT de Creusot-Loire.

SOLIDARITÉ AVEC DENAIN

A la suite des événements de Denain, le jour même toute l'usine Marrel-Creusot-Loire débraye pour aller à la préfecture. L'UD-CGT appelle à un rassemblement à 18 h, mais elle prend l'initiative de porter une motion à la préfecture avant la manifestation et fait démarrer la manifestation alors que d'autres boîtes ne sont pas encore arrivées. Résultat : beaucoup de travailleurs sont repartis et on ne s'est retrouvé que 800 environ.

Eurostar, usine de plastic renforcé, 4 licenciements d'annoncés

Le personnel investit les bureaux de la direction

IL y a trois semaines, la direction annonçait un projet de licenciements de quatre personnes. Immédiatement, le personnel informé s'inquiétait mais était très surpris de cette décision car jamais depuis la création de l'usine, la production n'avait été aussi haute. Après avoir fait part de notre surprise à l'inspecteur du Travail, nous lui avons amené des informations précises assez contradictoires avec la décision du projet de licenciements. Des lettres envoyées à l'inspecteur par les travailleurs menacés de licenciement expliquaient leur désaccord en exposant leur fonction et en précisant la quantité de travail qu'ils effectuaient. D'autre part, le comptable contestait les chiffres donnés en précisant que la direction oubliait bien des éléments positifs favorables à l'entreprise. Aujourd'hui, l'inspection accorde le licenciement d'un ouvrier et celui d'une employée et refuse ceux du comptable et du laborantin.

Vendredi matin, une assemblée générale au réfectoire composée de tout le personnel demandait à la direction de venir s'expliquer car celle-ci précisait que si ces licenciements n'avaient pas lieu, la société serait en cessation de paiement au 30 juin. Le directeur refusait de venir expliquer la situation, pensant avoir en main une partie du personnel et comptant sur le paternalisme. Quelle ne fut pas sa surprise quand, devant ce refus, le personnel investit les bureaux.

Il proposa alors aux délégués une discussion. Ceux-ci refusèrent : ou il discutait avec tout le monde ou rien. Il expliqua à contre-cœur la situation mais fut interrompu sans cesse par les questions précises du personnel. Le mécontentement général face à ses mensonges lui révéla la combativité des travailleurs.

Bien sûr, nous savons qu'il faudra être méfiants et que cette semaine la lutte devra reprendre. Tous lui ont demandé si, en licenciant un ouvrier et une employée à mi-temps, cela lui permettait de gagner de l'argent. Tous lui ont fait comprendre qu'ils défendraient leur emploi et qu'ils se battraient si cela était nécessaire.

Pour nous, c'est une étape importante qui vient de se passer. Une fois

de plus, l'unité de tous les travailleurs (production, mécanos, magasin, labo, bureau), s'est réalisée et a permis de faire face avec détermination et d'une manière active.

Les mécanos qui font l'entretien des machines le samedi matin ont refusé de travailler en heures supplémentaires. Alors qu'il y avait licenciement économique, ils récupéraient les heures. Il y a aussi le problème de nos camarades militaires car un de ceux-ci, en permission, est passé et la direction lui a fait comprendre qu'elle ne le reprendrait pas.

Mais nous soutiendrons nos camarades contre les licenciements. Nous soutiendrons nos camarades militaires pour qu'ils puissent réintégrer leur poste et, gardant notre unité, nous nous battons pour notre emploi.

Un ouvrier Eurostar

Marseille Ecole de service social

Les 3 promotions refusent la pédagogie au rabais

DEPUIS la rentrée de septembre, l'école de service social de Marseille et du Sud-Est se trouvant dans une situation particulièrement critique, les promotions ont décidé de rendre publics l'ensemble des problèmes rencontrés. En effet, sous prétexte de restrictions budgétaires (imposées nationalement par le ministère de la Santé au moyen d'une circulaire, dans le cadre du plan Barre) et d'un déficit budgétaire (que personne n'a pu évaluer sérieusement puisque le conseil d'administration et madame la directrice tiennent bien prudemment secret ce fameux budget), une avalanche de mesures d'austérité s'est abattue sur notre école.

Depuis quelques mois, les attaques contre la pédagogie et le personnel enseignant se résument à :

- Une diminution notable des heures de socio, psycho, psychosocio ;
- La généralisation des cours magistraux qui ont remplacé ceux en promotion réduite ;
- Les réunions de concertation de l'équipe pédagogique se raréfient ;
- Les travaux de recherche demandant peu d'encadrement pédagogique et remplissant un emploi du temps étrangement vide se multiplient.

D'autre part, les femmes de ménage ont été licenciées et remplacées par une entreprise de ménage industriel, moins onéreuse. Et aujourd'hui, fait nouveau, des menaces de licenciements concernant un ou deux cadres pédagogiques (personnel pédagogique permanent), ainsi que plus précisément un intervenant, se précisent de plus en plus (enseignant venant de l'extérieur)...

Nous refusons de faire les frais d'une pédagogie au rabais, car d'après les projets du conseil d'administration et de madame la directrice, ce sera l'équipe pédagogique (diminuée donc d'un ou deux de ses membres), d'assurer la matière de l'intervenant concerné, en plus de ses tâches habituelles.

Les trois promotions de l'école de service social de Marseille et du Sud-Est 39, boulevard de la Blancarde 13004 - Marseille

BLOC-NOTES

A nos lecteurs et camarades

Le numéro daté du vendredi 23 mars comprendra plusieurs pages consacrées à la sidérurgie

GRENOBLE

Une présentation du ciné anti-impérialiste : « Union Maids » (Les femmes du syndicat), un film sur les luttes à l'intérieur des Etats-Unis. Cette soirée aura lieu le jeudi 22 mars à la Maison du Tourisme, Rue de la République, entrée au-dessus du bureau de poste. Participation aux frais : 5 F.

MEETINGS DE SOLIDARITÉ AVEC LES PATRIOTES CORSES EMPRISONNES ORGANISES PAR LES COMITÉS DE SOUTIEN

A Marseille
Le 23 mars 1979 à 20 h 30

Avec la participation de Canta U Populu Corsu et des Dues Patrizie. Salle de l'Alhambra, boulevard Chave.

A Lyon
Le 24 mars 1979 à 20 h 30 :

Avec la participation de Canta U Populu Corsu et des Dues Patrizie. Salle des fêtes de la mairie du 6e arrondissement. 58, rue de Seze.

LILLE

Une semaine avec la Chine

L'Association des Amitiés franco-chinoises organise une semaine avec la Chine du samedi 17 au samedi 24 mars au Pavillon Saint-Sauveur, rue Saint-Sauveur, à Lille (derrière la mairie).

Samedi 24 mars à 15 h : « Voyager en Chine », projection de films en super 8 17 h : « Vivre en Chine », débat avec la participation de Ch. Lamouroux, étudiant pendant deux ans en Chine, et, sous réserve, de J. Guilloineau, auteur du livre « Vivre à Pékin ».

Pendant toute la semaine, exposition de photos sur la vie quotidienne en Chine, diapositives prises par des voyageurs en 1978

COMITÉ DE MOBILISATION ANTI-IMPÉRIALISTE D'AIX-EN-PROVENCE Huit heures contre l'impérialisme

Samedi 24 mars à 16 h au Palais des congrès d'Aix-en-Provence.

Programme : 16 h : Sawana, film long-métrage tourné dans les maquis érythréens. La résistance du peuple érythréen face à l'agression soviéto-éthiopienne, suivi d'un débat Martinique, Guadeloupe, Guyane : départements ou colonies ?

Soutenons les luttes des travailleurs immigrés. L'Arménie saigne à Istanbul et à Moscou, avec des patriotes arméniens.

La situation en Tunisie, un an après les événements du 24 janvier par l'Union générale des étudiants tunisiens.

Liberté pour les patriotes corses emprisonnés avec la CFC et le comité de soutien aux patriotes emprisonnés.

Le Cambodge face à l'agression vietnamienne, suivi d'un débat avec le comité des patriotes khmers.

La situation en Afrique australe

Avec une partie culturelle, des forums, des stands.

MOUN'KIKI LA NOUVELLE CHANSON ANTILLAISE

Le prochain récital aura lieu :

Samedi 24 mars 1979 à 20 h 30 à la Courneuve (93120) - Centre culturel Jean Houdremont 23, avenue du général Leclerc

Tél : 836-11-44 (Dans le cadre de trois jours sur les Antilles). Moun'Kiki 6, rue des Lavandières 75001 - Paris. Tél. 236-09-11 et 233-38-73.

RECTIFICATIF.

Dans l'article « 500 personnes avec les travailleurs immigrés », cf page 7 de notre édition datée du mardi 20 mars, il fallait lire Tisseneal au lieu de Tisseual ; UCF au lieu d'UDF et CGT au lieu de CPT.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel
L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10 (répondeur) :

Directeur de publication : André Druosne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépot légal 1er trimestre 1979



Solidarité des travailleurs de la téléphonie. cette photo, nous l'avons prise dans le hall d'Ericsson-Brest occupé (Photo correspondant HR)

EN AVANT GUINGAMP (1)

Labour e Breizh evit an holl Vretoned

(Du travail en Bretagne pour tous les Bretons)

GUINGAMP, une si jolie petite ville, serait-on tenté de dire. Autour du clocher de sa basilique, autour de la fontaine de la Plomée, une vie simple et tranquille. A la mi-août, lors du pardon de la Saint-Loup, on danse la « dérobée » tous ensemble ; et le samedi, sur le marché, on marchande souvent en breton. Dans la crypte de la basilique, devant la statue, sur le cahier ouvert quelqu'un a écrit : « Notre-Dame, faites que ma fille puisse garder son travail ». Le chômage, 350 chômeurs à Guingamp même, 110 à Ploumagoar. Dans l'arrondissement, au total, 3 500 chômeurs.

« Il ne s'agit pas d'attendre que le toit des Fonderies nous tombe sur la tête ou que les machines démenagent de l'AOIP ». A Guingamp, la riposte est engagée. Autour de la défense de l'emploi à l'AOIP, tout le monde doit s'unir : la journée du 8 mars est un premier pas en ce sens.

Les marxistes-léninistes du PCML, regroupés à Guingamp et son pays dans la cellule « Bonnets rouges », pensent que seul un mouvement de tous les travailleurs de Guingamp, unis autour de leur syndicat et leurs associations, peut forcer l'AOIP ou les Fonderies à maintenir et à développer l'emploi.

La municipalité est de gauche, le député est au PC : ce n'est pas seulement sur ça qu'il faut compter. Il ne suffit pas de faire des prières ou de dire « Leizour s'en occupe », ça ne peut que démobiliser. Alors : unité, solidarité populaire ! C'est cela qui conduit à la victoire.

Calendrier bien rempli

Au cours de cette rencontre, un camarade de la CGT me montre le calendrier affiché au mur du local de la section syndicale. Janvier, février : toutes les actions y ont été inscrites. En deux mois, la somme des actions entreprises est impressionnante. Voici les principales.

8 janvier : Lors de la journée régionale d'action de l'électronique en Bretagne, l'AOIP débraye massivement. La manifestation se rend à l'ANPE, pour bien signifier que personne n'a l'intention de rentrer dans les rangs des chômeurs.

4 janvier : Débrayage dans l'usine.

9 janvier : Le directeur général adjoint descend. Occupation de la salle de réunion et confrontation avec lui. « Il faut que les travailleurs s'habituent à l'instabilité de l'emploi » : Ils ne s'y habitueront pas !

31 janvier : Pendant que les camarades d'Evry rencontrent le ministre des PTT, Norbert Segard, l'AOIP de Guingamp débraie, occupe le hall de la poste centrale et envoie une télégramme au ministre, Norbert Segard.

Le télégramme reste sans réponse (probablement pas seulement à cause de la grève des postes !)

3 février : Avec l'accord des dirigeants du club de foot « En-avant Guingamp », une délégation de l'AOIP entre sur le terrain avant le match et défile devant cinq à six mille spectateurs.

Deuxième quinzaine de février : Nombreuses délégations auprès des conseils municipaux, à commencer par celui de Guingamp. Dans de nombreuses mairies alentour, des délégations composées d'habitants des différentes communes vont rendre visite aux maires. De nombreux maires sont ainsi contactés dans les cantons de Begard, Bourbriac, Callac, Pontriec, Plouagat. Un comité de défense est créé à la mairie de Guingamp, (le maire est M. Leizour, seul député du Parti communiste en Bretagne. Sur cette base : « On ne demande pas un soutien, mais une participation de la ville. Vous êtes notre partenaire... »

2 mars : La voie express Paris-Brest est bloquée. Six cents travailleurs de l'AOIP bloquent la route et distribuent des tracts : « Aujourd'hui nous, peut-être vous demain. Notre seule alternative : lutter tant qu'il faudra contre tout licenciement. »

8 mars : Journée ville-morte à Guingamp. Lancée par les commerçants (la masse salariale annuelle de l'AOIP représente cinq milliards dépensés à 90 % chez eux...) Une manifestation de 1 500 personnes parcourt les rues de la ville avant qu'une délégation ne soit reçue par le préfet. Entrevue décevante : on s'en doutait un peu.

Rencontre avec la CGT de l'AOIP

QUELQUES jours après la journée ville morte du 8 mars, nous avons rencontré huit délégués (es) au local syndical de l'AOIP. Cette usine, qui emploie 1 280 personnes, est la troisième par ordre d'importance dans le département des Côtes-du-Nord (après Chaffoteaux à Saint-Brieuc et LTT à Lannion).

Dans ces trois usines, des débrayages, des mouvements de grève, pour de meilleures salaires à Chaffoteaux, contre les réductions d'horaires et les licenciements à LTT et à l'AOIP.

La téléphonie bretonne est en alerte. Au cours de cette rencontre fraternelle, les travailleurs de l'AOIP nous ont fait part de leurs inquiétudes, mais surtout de leurs perspectives de lutte. Nous publions ici la première partie de cette interview.

— Yannick DAGORN : Aujourd'hui, la question de l'emploi est à l'ordre du jour à l'AOIP comme dans toutes les usines de téléphonie de Bretagne. Pourquoi ces licenciements, quelle est votre analyse ?

R : Il y a un problème technologique, c'est certain, qui fait qu'il y a maintenant besoin de moins d'ouvriers pour réaliser la même production. Mais il y a aussi, et c'est le plus important, la lutte des grands trusts pour maintenir leur taux de profit. Thomson, ITT veulent garder leur part de gâteau dans la téléphonie, et la lutte est de plus en plus acharnée. Evidemment, il ne reste plus grand chose pour la petite AOIP... dont la direction d'ailleurs n'a pas su prendre en marche le train de la nouvelle technologie.

Le progrès technologique, sur le fond, on n'est pas contre. Mais il doit entraîner des progrès sociaux. Il est par contre inadmissible qu'il y ait des licenciements, que dès avril il y ait des réductions d'horaires imposées. Ce qui est le plus scandaleux, dans tout cela, c'est qu'à côté de ça, le travail au rendement est toujours en place : il y a encore huit cents femmes qui travaillent au rendement dans notre usine !

— Y.D. : Et le patron continue à faire des profits ?

R : L'an passé, l'AOIP a fait 900 millions de profit brut. C'est en baisse par rapport aux précédentes années. En 1979, il est fort possible que l'AOIP fasse des profits... il peut se trouver aussi qu'elle fasse des pertes. C'est lié au problème général de la téléphonie. C'est lié aussi à des problèmes de gestion, de structure interne, à des problèmes liés à son statut de coopérative-ouvrière. La direction n'a pas la capacité de réaction que peuvent avoir de grands groupes comme la Thomson ou ITT.

CONTRE LES LICENCIEMENTS UNE LUTTE DE LONGUE HALEINE

L'AOIP est venue à Guingamp en 1966. Au début, il n'y avait que cinquante personnes.

Jusqu'en 1974, ça a marché à plein : on était 1 400 à cette époque. Ça embauchait 200 par 200. En 1971, l'AOIP a ouvert une usine à Morlaix, plus petite que celle-ci puisqu'elle ne compte actuellement que 800 travailleurs. Ils ont aussi ouvert un établissement à Evry dans la région parisienne en 1973 et à Béziers en 1974.

Il devait y avoir une autre implantation à Carhaix (dans le centre Bretagne). Projet enterré. Le vent a tourné. Déjà, en 1976, on s'est battu pour la reprise de certains camarades qui revenaient du service militaire.

La direction prétextait de l'arrêt des embauches pour ne pas les reprendre à Guingamp. Depuis cette date, en effet, il y a eu arrêt de l'embauche. On était 1 400, on est descendu à 1 280. Et cela sans qu'aucun licenciement direct n'intervienne : on n'a pas remplacé les départs.

Les grandes manœuvres ont commencé en mai dernier. Au comité central d'entreprise, où étaient réunis des représentants de tous les établissements, ont été annoncés des excédents d'effectifs évalués à 1 200. Guingamp et Morlaix sont en tête de liste.

Quand on regarde les choses d'un peu plus haut, on s'aperçoit que les licenciements ont déjà commencé. L'AOIP, pour faire face à ses charges de travail par rapport aux PTT, avait sous-traité certains travaux à des petites entreprises telles que la SRPI à Redon, la CBE à Loudéac, Marcel-Albert à St-Quay-Portrieux. Huit cents personnes travaillaient ainsi pour l'AOIP en sous-traitance. En septembre dernier s'est effectué le retour de la sous-traitance (LTT a fait de même). Dans les trois boîtes, il y a eu des licenciements... ou même fermeture. C'est la première attaque de front contre l'emploi.

Pour ce qui est des licenciements, la direction nous maintient dans le doute : l'emploi est garanti... jusqu'en juillet 1979. Après ? Mystère. La direction annonce maintenant 1 500 à 1 700 suppressions d'emploi.

Pour l'heure, c'est la question des réductions d'horaires qui est à l'ordre du jour. A Evry, 400 travailleurs sont déjà touchés : 300 à 28 heures et 100 à 32 heures depuis début février. Au comité central d'entreprise, ont été annoncées les premières mesures pour la province (Guingamp, Morlaix et Béziers) : 1 248 personnes vont être touchées à partir du 2 avril par les réductions. A Guingamp, 795 travailleurs et travailleuses devraient passer à 32 heures.

(A suivre)

